



Dans l'unité la plus large,
engageons nous dans un processus d'actions pour
porter ensemble nos exigences en matière d'emplois,
de conditions de travail, de service public, de salaires,
de protection sociale !

Les motifs d'insatisfaction et les raisons d'exprimer notre mécontentement ne manquent pas. Nul besoin de catalogue pour illustrer les réalités de nos conditions de vie et de travail dégradées. La peur de perdre son emploi et l'angoisse de l'endettement figurent en tête des préoccupations des salariés en ce début d'année 2014... Les richesses créées par notre travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux, à la création d'emplois de qualité, à la revalorisation du SMIC, à la hausse des salaires pour vivre mieux et permettre une relance de la consommation des ménages et permettre ainsi une relance de la croissance.

Et c'est possible !

Pour changer de logique de développement, pour changer la donne, nous le savons, le monde du travail doit s'organiser se rassembler, s'unir et agir...

*En Indre et Loire, à l'instar des autres départements, **un rassemblement et une manifestation des salariés des secteurs du privé et du public est d'ores et déjà prévu à 10h00 place Jean Jaurès à Tours le 6 février.** Un préavis de grève UGFF CGT a été déposé qui couvre l'ensemble des fonctionnaires d'État.*

*A la DGFIP et dans la suite du « manifeste de l'agent des finances publiques » initié par les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFDT Finances Publiques, CFTC Finances Publiques, UNSA DGFIP et CFE-CGC et de la tenue des états généraux de décembre 2013, le processus intersyndical se prolonge, et un **temps fort de mobilisation le 20 mars est désormais annoncé.***

Nul doute qu'en Indre et Loire, comme sur tout le territoire, les agents de la DGFIP d'Indre et Loire sauront se saisir de cette journée pour dénoncer les suppressions d'emplois (17 en 2014), les suppressions de structures ou postes (11 suppressions), un réseau menacé par des concentrations de SIP à tout va et des périmètres de trésoreries non pertinents, des simplifications qui n'engendrent qu'abandons de missions, des conditions de travail détériorées, des relations avec l'utilisateur dégradées et plus largement... les politiques d'austérité !